

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Genese-d-une-politique-agricole-De-l-OCDE-a-la-production-de-biodiesels-a-base-de-soja-en-Argentine>

Genèse d'une politique agricole De l'OCDE à la production de biodiesels à base de soja en Argentine

- Argentine - Économie - Agroalimentaire -
Date de mise en ligne : jeudi 1er mars 2007

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Article présenté au séminaire d'experts : « Biodiversité et droit à l'alimentation » organisé par Prosalus, Vétérinaires Sans Frontières, Caritas et Ingénierie Sans Frontières.

Nous sommes un groupe de représentants d'ONG européennes, d'Amérique du Sud et d'Asie de l'Est qui sommes tous préoccupés par certaines mesures annoncées pour faire face à la crise énergétique et qui, au cours des derniers jours du mois de janvier 2007, avons eu des entretiens téléphoniques pour examiner quels seraient les moyens les plus appropriés pour convaincre les responsables européens que poursuivre dans la voie déjà choisie pour résoudre la crise des carburants annoncée pour 2010 entraînerait des risques considérables pour l'environnement au niveau mondial

Au cours d'un de nos entretiens téléphoniques, nous nous sommes demandés pourquoi ce processus s'était à ce point accéléré... et pourquoi ceux qui décident les politiques énergétiques ne prennent même pas la peine d'évaluer les évidences qui existent à propos de la non durabilité de la production de biomasse à l'échelle des besoins et nous pensions spécialement à la quantité croissante de matières premières d'origine agricole qui commencent à arriver des endroits les plus reculés pour satisfaire la demande en énergie des sociétés européennes.

La réponse correcte nous fut donnée par une militante allemande qui nous dit :

« C'est parce que le processus n'est pas démocratique ; ce sont d'obscurs fonctionnaires de l'UE qui traitent le problème, qui obéissent à des pressions venues de l'extérieur et qui ne voient pas plus loin... Pour comprendre ce qui se passe, il faut interroger l'OCDE »...

Et c'est ainsi que, partant d'un cas exemplaire, nous nous sommes intéressés au nouveau programme sur la bio économie, précurseur immédiat des politiques qui nous inquiètent

L'"*International Futures Programme*" de l'OCDE a lancé, en octobre 2006, un projet dont le but est de tracer les grandes lignes des dispositions juridiques qui pourront être adaptées aux législations nationales des divers pays « développés », mais aussi des pays dits « en voie de développement ». Dans le rapport en question, appelé en anglais : "*The Bioeconomy to 2030 designing a policy agenda*" [1], l'OCDE redéfinit la Bio Economie comme une nouvelle discipline qui regroupe et relie les bioindustries, l'agro-énergie et les productions de médicaments et *comodities* (matières premières) agricoles produites par la biotechnologie et la nanotechnologie. L'OCDE se fixe comme but d'inscrire ces sujets dans les agendas politiques nationaux pour que soient votées des lois qui développent et légalisent ce développement.

Un des plans du programme de bio économie en question c'est de mettre en place le concept cadre de la « Bio Révolution » concept dont les références historiques se situeraient dans ce qu'on a appelé « La Révolution Verte » des années 50 comme dans la « Révolution Biotechnologique » des années 90. Et qui, plus tard, se poursuit avec ce qui a été appelé le « Pouvoir de la Connaissance », pouvoir basé sur l'appropriation et la privatisation de l'information et de la recherche au moyen des systèmes des brevets et des certifications.

Par le passé, un nombre important de sociétés intéressées par les cadres juridiques qui leur permettent d'introduire sur les marchés mondiaux leurs productions ont intégré le conseil juridique du « *International Futures Programme* » de l'OCDE, programme chargé de définir les politiques d'application de la biotechnologie, des nanotechnologies [2] aux productions mondiales et aux besoins des marchés internationaux. Les sociétés qui se consacrent à la

production et au commerce des semences transgéniques ont utilisé ces lieux privilégiés pour offrir aux gouvernements leurs visions de l'avenir de l'agriculture, dans le cadre des nouvelles innovations et alliances entre sociétés nées du nouveau paradigme de la bio économie. [3]

Le projet de l'OCDE sur la bio économie prétend évaluer le changement de paradigmes productifs et créer les conditions pour générer dans les divers pays les politiques publiques susceptibles d'encourager ces développements

En ce qui concerne les biocarburants, l'organisation soeur de l'OCDE, l'Agence Internationale de l'Energie (AIE), a publié, en 2004, un manuel dont le titre anglais est "*Biofuels for transport - An international perspective*". [4]. Ce livre fait l'apologie des avancées de la biotechnologie et a été écrit en collaboration avec le secteur privé et universitaire. Ce livre fait des recommandations spécifiques pour la création de politiques publiques qui encouragent le recours aux biocarburants. Cette même année, l'OCDE a publié un ensemble d'études également réalisées par des universitaires et des consultants et dans lesquelles, en plus de faire un appel à la standardisation législative des codes des pratiques internationales pour le commerce de la biomasse, on expose qu'il ne faut pas accorder des aides à cette production [5], ce qui, c'est bien connu, exacerbera de façon exponentielle l'exportation de biomasse et de biocarburants par les pays pauvres vers les pays riches de la planète.

Un des exemples qui nous préoccupent, dans ces politiques mondiales issues directement de ces boîtes à idées pour les nouveaux hauts fonctionnaires juristes qui, depuis les Compagnies, commencent à mettre en tutelle les destinées des nations, c'est celui du processus de gestation de la loi de promotion des biocarburants en l'Argentine. Cette loi est née au sein des entreprises privées avec la collaboration d'un petit groupe de fonctionnaires de l'Etat [6]. Aujourd'hui, beaucoup de ces consultants privés des premiers forums qui s'appliquaient à définir la politique nationale sur les biocarburants sont devenus de hauts fonctionnaires et décident les politiques publiques. L'un de ces ex-consultants est aujourd'hui rien de moins que porte-parole du Secrétariat à l'Energie de la Nation dans le domaine des biocarburants, précisément chargé d'appliquer la loi déjà promulguée de promotion des biocarburants (L'ingénieur Osvaldo Bakovich, en qualité de consultant privé, organise en 2003 les premiers ateliers consacrés à dessiner les contours de la future loi sur les biocarburants. En 2005, il a été membre fondateur et un des titulaires de l'Association Argentine des Producteurs de Soja et de Maïs, Bourse des céréales (Aappresid, Asagir, Maizar, las Bolsas, ACSoja, la Sociedad Rural, FAA, Coninagro, CRA). En 2006, Osvaldo Bakovich, à l'époque déjà représentant du secrétariat de l'Energie de la Nation Argentine, présenta devant le Congrès de Mercosoya 2006 un document avec pour titre : *El nuevo paradigma energético : el Biodiesel*. (Voir note : 4)). [7] [8].

Parmi les représentants du secteur des entreprises privées qui collaborent activement à la naissance de la loi sur les biocarburants, il y a eu des représentants du complexe du soja. Ils se sont chargés d'exposer le lien des biocarburants avec le développement durable. Cependant, à aucun moment on n'a tenu compte de ce que la conservation des terres utilisées jusqu'à aujourd'hui pour la production de plantes fourragères ou alimentaires et qui, dorénavant, seront destinées à des complexes agroindustriels, pourront faire courir un danger indiscutable au droit souverain de notre peuple à une alimentation saine.

Nous sommes en train de parler d'énormes complexes agroindustriels qui développeront la production du maïs et de sojas transgéniques à une échelle jamais imaginée et dans le cadre d'un modèle hégémonique d'agro exportation pour nourrir du bétail, des poulets d'élevage et produire des quantités massives de diesel et d'éthanol pour mélanger aux carburants des pays de l'UE et des Etats-Unis [9]. Nous décrivons donc un nouveau et redoutable danger qui surgit de l'alliance des groupes industriels et de leurs innovations technologiques et qui, comme on peut le voir sur leurs propres sites sur Internet, ne cachent même pas que ce sont eux qui génèrent les lois politiques publiques, qui planifient le territoire et les productions et qui, en plus, subordonnent, sans aucune pudeur, les organismes d'Etat de certification et de recherche à leurs propres desseins.

Il est évident que, dans ces conditions imposées par les exigences du marché mondial, l'autonomie des Etats est

tout simplement dérisoire, que les démocraties en sortent totalement dévaluées et se transforment en parodies dans lesquelles les citoyens optent entre des candidats qui ne se proposent pas de modifier les modèles imposés par les nouvelles dépendances mondiales ; en outre, tant la sécurité que la souveraineté alimentaire des peuples disparaissent dans les cadres d'une réalité catastrophique où règnent la dépendance envers les matières premières agricoles, le déracinement, l'exode rural et le dépeuplement des campagnes, la faim, la pauvreté et les catastrophes écologiques.

Les lois pour la promotion des biocarburants telles celles qui ont été promulguées en Argentine sont introduites simultanément dans beaucoup de pays du monde comme outils légaux pour assurer une sécurité juridique au nouveau grand négoce des biocarburants [10].

En Argentine, dans 4 ans, la Loi rendra obligatoire l'usage d'un mélange de carburants fossiles avec 5% d'éthanol pour l'essence et de biodiesel pour le gasoil. Cette mesure signifie qu'il faudra produire, par an, environ 600 000 tonnes de biodiesel et 160 000 tonnes d'éthanol.

Cette harmonisation européenne des lois qui encouragent les biocarburants garantissent des niches commerciales pas seulement sur les marchés locaux, mais comme c'est le cas pour les agro-affairistes argentins, une très importante ouverture commerciale vers l'extérieur. La raison principale de la production de biocarburants, en Argentine, aurait cependant comme but principal l'exportation vers les pays riches. Donc, face à l'actuelle proposition de la Commission Européenne d'adopter des objectifs obligatoires d'utilisation de biocarburants dans le domaine des transports [11], l'assesseur du Secrétariat à l'Energie, Osvaldo Bakovich, déclare : « L'Europe va avoir besoin (en 2010) de 11 millions de tonnes de biocarburants, ce qui veut dire que notre pays ne produira que 10% de la demande de ce continent »

On estime qu'à l'horizon 2008, Argentine sera en conditions de produire 1,2 millions de tonnes de biodiesel et d'éthanol pour l'exportation. Pendant ce temps, l'U E commencera à remplacer l'essence et le diesel - pour une part qui pourra être de 5,75% en 2010 à 10% ou plus, voire 12,5%, en 2020 - par des biocarburants élaborés à partir d'huile de soja, de palme, de colza, de [jatropa](#) et des éthanol produits à partir du sucre et du maïs parmi les principales matières premières issues de l'agriculture [12].

Les experts en économie agricole estiment que l'Europe, bien qu'elle soit actuellement la région du monde qui a la plus grosse production de biodiesels, ne pourra pas en produire assez pour couvrir ses besoins quand elle sera contrainte de respecter la proportion obligatoire de 5,75% de biocarburants en 2010. Il lui faudra 9 millions de tonnes de biodiesel en plus de celles actuellement produites et cela ouvrira les portes à l'importation. L'Argentine est le premier producteur mondial d'huile de soja et cela place les installations productrices d'huile en première ligne pour couvrir la demande intérieure et extérieure.

Il n'est pas surprenant dans ces conditions que les producteurs d'Energie fossile et les affairistes du secteur agroindustriel soient en train d'appuyer vigoureusement ces nouvelles politiques. L'avalanche des informations qui nous arrivent en ce moment sur le réajustement énergétique est terrifiante et impossible à décrire en peu de lignes. Toujours est-il que nous savons que *Repsol*, en collaboration avec *Bunge*, est en train de construire des usines de biodiesel en Espagne, des usines dans lesquelles on utilisera comme matière première le soja et l'huile de palme importés [13]. Un certain nombre de sociétés, comme *Total*, *British Petroleum*, *Petrobras*, *Cargill*, *Monsanto*, *Syngenta*, se sont lancées dans la mise au point des produits et en mesure de proposer des solutions industrielles crédibles en réponse aux obligations de mélanges de carburants à l'intérieur de l'UE pour l'année 2010.

En Argentine, l'huilerie *Vicentín*, *General Deheza*, la compagnie pétrolière *Repsol YPF*, la compagnie *Oil Fox* [14], parmi les plus importantes dans le négoce du biodiesel, sont en train d'investir des millions dans la construction d'installations industrielles dans les zones portuaires.

Simultanément, l'agro-industrie, face aux possibilités de commercialiser avec plus d'intensité avec l'extérieur et ayant besoin de nouvelles infrastructures, est en train de mettre en place un lobbying agressif auprès de l'Etat pour qu'il améliore les tirants d'eau de la voie d'eau naturelle Paraná-Paraguay et pour renforcer le réseau routier de la région.

L'actuel diagramme agro énergétique mondial créera inmanquablement de sérieux conflits pour l'usage de la terre en raison de la concurrence qui va régner entre ces terres destinées à produire de l'agro-énergie et celles qui sont encore aujourd'hui destinées aux denrées alimentaires. Et si nous considérons que les modèles de production intensive sont déjà depuis un certain temps en train de mettre à mal la vie de notre planète et de ses habitants, nous pouvons imaginer les risques qui sont devant nous en plaçant l'agriculture au service de la production de carburants.

Les critères de durabilité et de certification des biocarburants que l'on est en train d'étudier dans l'U.E. sont équivoques et malhonnêtes puisqu'ils ignorent les droits humains en rapport avec l'accès à une alimentation saine pour les populations.

La Commission Européenne a mentionné plusieurs fois la nécessité de certifier les matières premières utilisées pour produire des biocarburants. C'est dans ce but qu'on a initié au moins quatre projets consacrés à l'élaboration de critères pour la certification des biocarburants et de la biomasse. Le plus important de ceux-ci, à cause de ses possibles implications dans la législation européenne, c'est celui de la Commission Cramer, en Hollande [15]. On estime que les résultats du projet hollandais seront la base de la future politique européenne de certification des biocarburants et de la biomasse.

Dans le rapport Cramer, le mot « aliment » apparaît en de nombreux endroits, mais toujours en rapport avec la concurrence pour la terre (bioénergie vs production de matières premières de l'agriculture et de l'élevage) : sous le critère intitulé « *bien être* », les droits humains apparaissent comme un indicateur de plus à côté des conditions de travail, les droits de propriété, les conditions de vie dignes des populations locales, etc. Comme recommandation, quelques ONG, consultées par la commission, font référence à la nécessité de protéger la production des aliments pour la consommation locale. Bien que non négligeable, cette dernière recommandation s'avère inapplicable dans un pays comme l'Argentine qui compte avec plus de 17 millions d'hectares de culture de soja transgénique et où la Société est aux mains et sous la domination des Compagnies et de l'agro-affairisme.

Des recommandations de ce genre sont prises par des représentants du secteur du soja qui sont les actuels promoteurs du biodiesel à partir du soja et qui s'expriment ainsi :

« Penser à cette concurrence entre aliments et énergie c'est mettre la poussière sous le tapis. Nous pourrions dire par exemple que si au lieu de donner du maïs et de la farine de soja aux poulets qui les transforment dans la proportion de 10 contre 1 (exprimés en kilos de matière sèche investis versus kilos de matière sèche obtenus) nous les donnions aux humains, ils mangeraient 10 fois là où, aujourd'hui, ils mangent 1 fois. Il est prouvé que nous pourrions nous nourrir avec du maïs, du soja et quelques légumes, mais il y a encore peu de « chefs » qui sachent confectionner des plats savoureux et c'est donc les animaux qui l'emportent » [16].

Si nous étudions ce qui s'est passé en Argentine durant ces 40 dernières années, nous trouverons dans l'histoire de la campagne un moment de faillite, une étape de déracinement et de dépeuplement et des périodes qui ont vu la culture agricole traditionnelle changer, se pervertir le concept de durabilité et s'imposer le discours de la dépendance aux matières premières intermédiaires et à la grande technologie. Telle est la dure réalité que nous vivons dans les pays soumis à la nouvelle dépendance qu'imposent les Compagnies. Pour nous en libérer, il faudrait reprendre cette histoire brutalement interrompue par la « révolution verte » à laquelle s'est maintenant additionnée la dénommée « révolution biotechnologique ». Avec cette dernière, la réalité a dépassé les pires prévisions. L'émigration hors des campagnes a fabriqué de nouvelles et immenses ceintures de pauvreté dans chacune des grandes villes et le clientélisme politique et l'assistanat ont rempli leur rôle de calmer les nouveaux pauvres, de les amadouer et de les

soumettre aux nouvelles règles sociales.

En décembre dernier (2006), nous avons appris de l'Ecole Nationale de Nutrition et de Santé que 34% des enfants argentins âgés de moins de 2 ans pâtissent de diverses formes de malnutrition et, particulièrement, d'anémie. La petite taille et l'obésité chez des enfants de moins de 5 ans sont, pour la première fois dans l'histoire de notre pays, les facteurs les plus fréquemment mis en avant et, selon cette étude, la petite taille est plus importante chez des enfants des familles pauvres et le surpoids et l'obésité grandissent à mesure que la situation de la famille empire. L'enquête établit que 18% des femmes en âge de procréer et 30% des femmes enceintes souffrent d'anémie. [17]

Quelle est la cause de ces chiffres épouvantables dans un pays comme l'Argentine qui pendant très longtemps a été considérée comme le grenier du monde et où, depuis le XVII^e siècle, du temps de la domination de l'Espagne, jamais la pauvreté n'avait été associée à la faim parce que la nourriture y avait toujours été la chose la moins onéreuse et la plus abondante ? La cause est simple : c'est la disparition, au niveau du gouvernement du pays, du concept de marché intérieur au bénéfice des modèles des marchés d'exportation.

Le modèle du soja RR

La mondialisation a imposé à l'Argentine, dans les années 90, un modèle de pays producteur de plantes transgéniques et de pays exportateur de fourrages. En conséquence, d'immenses territoires ont été vidés de leurs populations rurales, des centaines de peuples sont en état d'extinction et 400 000 petits producteurs sont ruinés ; on a installé de nouveaux paquets technologiques avec grande dépendance envers les matières premières intermédiaires, les semences OGM, les herbicides de Monsanto et les machines agricoles d'ensemencement direct. Le marché a imposé les règles du productivisme et la nécessité de diminuer les coûts pour être concurrentiels. Les Fonds d'Investissement, devenus propriétaires de l'épargne que les Argentins destinaient à leurs retraites, ont apporté les investissements financiers pour la mise en place des nouvelles monocultures de soja RR à une échelle gigantesque. La vieille oligarchie pastorale a disparu au milieu du plus grand transfert de terres de notre histoire pour laisser la place dans sa même niche historique à une nouvelle classe sociale d'entrepreneurs. La concentration de terres et l'expulsion des habitants ont synthétisé le modèle néocolonial imposé par le processus de la mondialisation.

Les émigrés des campagnes ont constitué des zones urbaines de pauvreté. Des plans d'assistance subventionnés par l'Etat et acquittés, au final, par la Banque Mondiale, ainsi qu'un appareil de contrôle politique dans les territoires ont permis de tenir en laisse la masse grandissante des pauvres et ont banalisé bien des luttes sociales jusqu'alors testées. Il s'en est suivi que des visions sans racines culturelles et respectueuses des technologies et des caricatures de progrès propres aux pays du centre ont participé efficacement à maintenir invisible le modèle et le rôle qui nous a été attribué, celui d'être un pays exportateur de matières premières, avec une agriculture sans agriculteurs, financée par Monsanto, pour produire massivement des transgéniques [18].

Le GRR croit que l'on doit rediscuter du rôle de l'Etat à partir des nouveaux défis que pose la mondialisation. Et parce que nous ne croyons pas à cette mondialisation qu'on nous propose, nous posons la souveraineté et la sécurité alimentaire comme nouveaux principes constitutionnels qu'il faut introduire dans la Charte Fondamentale. Il est absolument nécessaire de laisser tomber le modèle actuel d'exportations de matières premières et de bâtir des stratégies pour redevenir un pays producteur d'aliments sains, pour ajouter de la valeur à ce que nous produisons, pour augmenter leur qualité écologique et, ainsi, réussir l'amélioration génétique des produits.

Nous réclamons, pour y parvenir, premièrement un moratoire sur les nouveaux OGM, c'est-à-dire que l'on refuse toute habilitation pour son usage commercial à toute nouvelle semence transgénique de sorte qu'on n'hypothèque plus le futur et qu'on ne compromette pas les marchés possibles de nos prochaines récoltes. Et, deuxièmement, nous exigeons que soit pleinement mise en vigueur l'application du principe de précaution que l'Argentine a ratifié dans de très nombreux accords internationaux. De même, nous exigeons que l'on respecte le droit constitutionnel

des consommateurs de savoir ce qu'ils achètent et ce qu'ils consomment.

C'est parce que nous revendiquons le droit à la souveraineté alimentaire que nous impulsions des projets de banques de semences qui permettront de protéger les ressources phylogénétiques. Nous proposons que ces banques se mettent en réseau sur le Web afin qu'elles travaillent à l'amélioration génétique des diverses variétés et afin de favoriser la sécurité alimentaire de la population. Nous considérons nécessaire d'ouvrir un débat sur le modèle d'exportation que nous imposent la mondialisation et le commerce mondialisé et qui tend à dévaloriser et à transformer en matières premières intermédiaires les productions de notre agriculture et de notre élevage. Ce modèle non seulement est non durable et menace gravement les agro-écosystèmes et la diversité biologique, mais il chasse la population des campagnes vers les villes, liquide les économies régionales et refuse toute application des sciences agronomiques au bénéfice exclusif de l'usage d'agro toxique de pesticides et de biotechnologie.

Le GRR veut poser, enfin, deux questions conceptuelles que nous estimons décisives : la première, c'est que le soja n'est pas une simple culture, le soja est un système, le soja est le système général qui conditionne toute politique. Le système du soja est, par conséquent, la cote aveugle sur laquelle s'établit la confrontation entre progressisme et le néolibéralisme, entre souveraineté nationale et mondialisation, entre décider de son propre destin et vivre soumis à un destin colonial. Et, deuxièmement, nous voulons dire aussi que les politiques agricoles décidées pour un pays depuis les lointains bureaux d'une organisation ne peuvent pas empêcher, quelles que soient leurs bonnes ou mauvaises intentions, la tragédie de voir ces politiques pervertir autant les démocraties des pays auxquels elles sont destinées que les démocraties des pays à partir desquels elles sont conçues et appliquées.

Par Jorge E. Rulli et Stella Semino

[Grupo de Reflexión Rural](#) (GRR), Argentina. Madrid, 8 février 2007.

Traduction de l'espagnol pour *El Correo* : Manuel Colinas

Post-scriptum :

Notas :

[1] *The bioeconomy to 2030 designing a policy agenda*- OECD(2006) Publications. www.oecd.org/dataoecd/7/51/37504590.pdf

[2] *Futures network and partners/list of corporate partners and governments involved in past ifp activities* © OECD. All rights reserved.
<http://www.oecd.org/document/59/0,2...>

[3] *Croplife canada delivers growcanada® vision to government : Innovation and partnership in the bio-economy*. 2006
<http://www.croplife.ca/english/medi...>

[4] *Biofuels for transport-an international perspective-iea* 2004 <http://www.iea.org/textbase/nppdf/f...>

[5] *Biomass and agriculture, sustainability, markets and policies*, OECD. 2004. <http://www.oecdbookshop.org/oecd/di...>

[6] Universidad de Ciencias Empresariales y Sociales Instituto de Estudios e Investigaciones Ambientales, octubre de 2003 - Buenos Aires III Foro Nacional de Biocombustibles.
<http://www.sagpya.mecon.gov.ar/new/...>
Creación de la asociación argentina de biocombustible "con destacados miembros Fundadores, nació en buenos aires la asociación argentina de biocombustible "(aab). Argenport 2005. http://www.argentport.com/Nota_dest...

Genèse d'une politique agricole De l'OCDE à la production de biodiesels à base de soja en Argentine

[7] El nuevo paradigma energetico : biodiesel. Ing Osvaldo Bacovich Secretaria de energia de la Nacion. Soja sudamerica liderando el porvenir -mercosoja 2006. <http://www.acsoja.org.ar/mercosoja2...>

[8] Biocombustibles régimen de regulación y promoción para la producción y uso Sustentables de biocombustibles promulgada mayo 12 2006. Hcdn : 2006. <http://www.iica.org.ar/biocombustib...>

[9] Plan MAIZAR etanol argentino 20/09/06. MAIZAR Asociación Maíz Argentina. <http://www.maizar.org.ar/2006/verte...>
Agronegocios | planta de etanol y alimento para el ganado.
Soros integra la producción de leche con los biocombustibles 25.09.2006 | Clarin.com | Rural.
El debate por las inversiones en el agro ¿Quién se robó mi queso ? H. Huergo 18.11.2006 | Clarin.com/Rural.
con nueva ley, florecen los proyectos de biocombustibles /La Manhana. Neuquén 15.6.2006. <http://www.lmneuquen.com.ar/06-05-1...>
Eurnekian estudia la posibilidad de construir una refinería de biodiesel en santiago (Argentina) 10-1-2007.
<http://www.biodieselspain.com/2007/...>
Nikolaou a et al : *biomass available in europe centre for renewable energy. Sources/esd bulgaria Ltd* dec 2003.
<http://ec.europa.eu/energy/res/sect...>

[10] Algunos ejemplos de legislación vigente y proyectos de ley promoción Biocombustibles en América latina :
Perú : <http://www.conam.gob.pe/modulos/hom...> -39k.
Colombia : <http://www.fedebiocombustibles.com/...>
Paraguay : http://www.mic.gov.py/?option=com_c... - 81k.
Uruguay : <http://www.biodiesel-uruguay.com/no...> - 16k.
Chile : <http://www.eco2site.com/News/nov06/...> - 13k.

[11] *Communication from the commission : an energy policy for europe com* (2007) http://ec.europa.eu/energy/energy_p...

[12] Argentina podría producir 1,2 millones de toneladas de biodiesel en 2010 <http://www.eco2site.com/news/enero-...>

[13] *Bunge plans two biodiesel plants in spain*. Reuters, 2 de octubre 2006. <http://news.fiestasiesta.com/ne-id ...>

[14] El biodiesel en argentina suma planes por u\$s 284 millones-biodiesel spain 16.10. 2006. <http://www.biodieselspain.com/2006/...>

[15] *Cramer project group sustainable production of biomass criteria for sustainable Biomass production. Final report of the project group "sustainable production of Biomass" june* 2006. <http://www.forum-ue.de/bioenergy/tx...>

[16] Biocombustibles todos ganan. Nuevo mercado para los productos agrícolas-h huergo. En CLARÍN RURAL 27/6/2006.

[17] El 34 por ciento de los niños menores de 2 años padece anemia. Red andi América latina. Año 3. N 113. De 16/12/2006 al 22/12/2006.
<http://www.redandi.org/verPublicaca...>
Estadísticas Ministerio de Salud Presidencia de la Nación Argentina <http://www.msal.gov.ar/htm/site/est...>

[18] Para más información revisar documentos en la página del grupo de reflexión rural. <http://www.grr.org.ar/>